

Force Ouvrière dénonce les propos de l'OCDE sur la réforme des retraites : Non, « il (ne) faut (pas) accepter de travailler un peu plus longtemps » !

Lors de la présentation du rapport intermédiaire des perspectives économiques mondiales de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), son secrétaire général, M. CORMANN, s'est permis d'intervenir dans le débat public français en indiquant que « nous vivons plus vieux et vivons plus vieux en meilleure santé », c'est pourquoi « il nous faut accepter de travailler un peu plus longtemps » et « qu'après tout le chemin parcouru, [il est] certain que le gouvernement français va et doit rester sur sa ligne et aller jusqu'au bout ». Force Ouvrière le répète encore, c'est NON !

L'OCDE se permet d'intervenir dans le débat public français en totale déconnexion de son mandat et de son actualité, son rapport intermédiaire n'évoquant pas ce point même si la réforme des retraites figure parmi ses recommandations habituelles à la France dans le cadre d'autres rapports. Pour FO, il n'est pas responsable pour une organisation comme l'OCDE d'attiser les tensions dans un conflit social d'un de ses pays membres, d'autant plus dans le pays qui accueille son siège, et de faire la leçon aux travailleurs alors que le gouvernement reste dans une attitude de déni démocratique et que l'opposition à la réforme est largement majoritaire.

Il y a quelques semaines, le Fonds Monétaire International (FMI), s'était invité dans le débat public à la veille de la mobilisation du 31 janvier afin de soutenir à demi-mots la réforme des retraites. En pleine crise du multilatéralisme, les organisations multilatérales comme les institutions financières internationales devraient davantage se rappeler leur mandat premier plutôt que défendre et promouvoir sans cesse des politiques régressives partout dans le monde.

FO enjoint l'OCDE à se recentrer et se concentrer sur son mandat et éviter que les inégalités économiques et sociales continuent de s'aggraver dans le monde. Aux côtés de la commission consultative syndicale de l'OCDE (TUAC), FO invite l'OCDE à revoir sa copie. Face à la crise du coût de la vie et au besoin criant de nouveaux investissements publics pour faire face aux transitions verte et numérique, l'OCDE continue de soutenir une hausse des taux d'intérêt, la flexibilisation du marché du travail et à s'opposer aux augmentations de salaires. Pire, elle ferme les yeux sur l'explosion des profits des entreprises et leur rôle dans la crise inflationniste en cours. Manifestement, l'OCDE n'a toujours pas tiré les leçons des erreurs du passé !

Contact :

Branislav RUGANI
Secrétaire confédéral

**Secteur International,
Europe**

✉ brugani@force-ouvriere.fr
☎ 07.81.16.76.85

Paris, le 20 mars 2023